

TÉLÉCOM

L'État algérien ne rachètera pas Nedjma

*Hier, en marge de la présentation du projet de loi de finances pour 2013 au Conseil de la nation, le ministre des Finances, M. Karim Djoudi, a écarté la possibilité pour l'Etat algérien d'engager une procédure afin de prendre part dans le capital de Wataniya Telecom Algérie (WTA).*

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - La reprise par le Qatari Qtel des actions de la société mère de WTA, propriété koweïtienne, ne dérange visiblement pas le gouvernement

algérien comme c'était le cas lorsque les Russes de Vimpelcom sont devenus propriétaires d'Orascom Telecom holding (OTH), qui exploite la marque Djezzy à travers sa

filiale locale Orascom Telecom Algérie OTA.

Interrogé, en effet, à savoir si le gouvernement va reproduire le même «scénario» qu'avec Djezzy, du moment que l'acquisition de Wataniya par les Qataris présente beaucoup de similitudes sur le plan juridique, M. Djoudi a dit «Non !». Il a néanmoins enchaîné pour préciser que l'Etat algérien négocie actuellement

avec Vimpelcom pour acheter uniquement 51% des actions de sa filiale algérienne : «Les négociations portent sur l'évaluation de 51% des actions».

Le ministre des Finances a révélé, par ailleurs, que le gouvernement se penchera dans sa réunion de demain (mercredi, Ndlr), sur la révision du code des marchés publics dont il sera question d'accorder des préférences pour les

entreprises publiques algériennes. «L'idée est de faciliter le rôle et la place des entreprises publiques dans l'exécution d'un certain nombre de marchés. C'est dans ce contexte qu'un dispositif particulier qui va émerger dans le code des marchés, sera examiné au prochain Conseil du gouvernement», a-t-il déclaré, en soulignant que ce nouveau dispositif au profit des entre-

prises publiques ne va pas élargir la procédure du gré à gré.

Il convient enfin de signaler que le ministre des Finances répondra aux interventions des membres du Conseil de la nation, demain dans l'après-midi, lesquels seront appelés mercredi à voter la loi de Finances 2013 soit le lendemain.

L. H.

RELANCE INDUSTRIELLE  
ET FORMATION  
QUALIFIANTE

Rahmani et Mebarki  
se tracent une feuille  
de route

Le ministère de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement et le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels engagent un partenariat stratégique, une synergie fusionnelle en matière de relance industrielle et développement de la formation qualifiante.

Sous l'égide des ministres de tutelle, M. Chérif Rahmani et Mebarki Mohamed, un groupe de travail mixte a été lancé hier. Mission de ce groupe, tracer une feuille de route concrète en matière d'amélioration de l'employabilité des jeunes diplômés, résorption du déficit en matière de qualifications techniques ou d'encadrement requises par les entreprises, une meilleure utilisation des infrastructures de formation et d'enseignement professionnels et la valorisation de l'élément humain.

Et d'autant que l'économie algérienne a engagé un processus de relance industrielle et développement de bassins, de pôles industriels par filières (mécanique, automobile, métallurgie, électronique, pharmaceutique, confection et stylisme et technologies...) qui nécessitent des qualifications professionnelles précises.

Il s'agit ainsi d'élaborer une cartographie et une quantification exactes des besoins des entreprises, selon les filières d'activité industrielle et technologique, ainsi que des besoins en formations professionnelles spécialisées et des capacités existantes ou potentielles en matière de formation et d'enseignement professionnels.

De même que l'on vise à dimensionner l'appareil de formation, spécialiser certains centres d'enseignement professionnel implantés dans des bassins industriels et développer la formation par alternance et la formation de formateurs au sein des entreprises.

Comme il s'agit de définir les moyens d'action selon un calendrier précis, des priorités et des objectifs optimaux, avec la finalité d'établir à terme une convention-cadre et des procès-verbaux.

Chérif Bennaceur

DANS LA PERSPECTIVE DU LANCEMENT DE LA 3G

Offensive médiatico-commerciale des Chinois de ZTE

*Les Chinois de ZTE passent à l'offensive. La perspective du lancement de la 3G, par le gouvernement algérien dans le domaine de la téléphonie mobile ou encore le processus de réhabilitation de cette entreprise aux yeux de ses partenaires étaient à l'origine d'une vaste opération de marketing lancée par cette entreprise depuis quelques mois.*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Conscients de l'enjeu, les chinois de ZTE, dont le gouvernement chinois détient une part majoritaire dans le capital, ont décidé de passer à l'offensive pour rehausser leur image de marque auprès de leurs partenaires, dont l'opérateur historique de la téléphonie mobile Mobilis constitue le principal partenaire.

C'est dans ce cadre qu'une journée d'information sur les innovations et autres progrès réalisés par cette entreprise a été organisée hier à l'adresse de ses partenaires dont ceux d'Algérie Télécom et de Mobilis.

Une rencontre organisée à l'hôtel Mercure en présence du représentant du ministère de tutelle et du patron de l'opérateur historique de la téléphonie mobile et de l'ambas-

sadeur chinois en Algérie.

Cela dit, la rencontre de ce lundi se veut selon M. WU, le directeur général adjoint de ZTE, «comme une opportunité pour faire valoir à nos partenaires, nos innovations et autres réalisations accomplies dans tous les domaines durant ces trois dernières années». Il est clair que pour ce responsable, il s'agit d'un défi important, que ZTE doit relever au vu de la dure concurrence qui s'annonce entre les différents équipementiers présents en Algérie dans le domaine des télécommunications.

Pour rappel, cette offensive médiatico-commerciale de ZTE est intervenue quelques mois après la décision prise par la justice algérienne concernant une condamnation prononcée dans l'affaire de l'ex-conseiller d'Algérie Télécom.

En effet, les deux sociétés chinoises ZTE Algérie et Huawei Algérie, fournisseurs et équipementiers des opérateurs de téléphonie mobile, notamment, sont sous le coup d'une décision de la justice algérienne, lors du jugement de première instance, qui les a exclues des marchés publics.

Le tribunal du pôle judiciaire d'Alger a, donc, prononcé, mercredi dernier, un verdict excluant les deux sociétés chinoises des marchés publics pour les deux prochaines années pour «corruption et trafic d'influence». Or, ces deux équipementiers sont partenaires exclusifs de certains opérateurs publics avec qui d'importants contrats de fourniture et de maintenance ont été conclus.

Cette situation peut s'avérer dramatique, voire même «catastrophique», de l'avis de certains spécialistes, car elle pénalise encore une fois les opérateurs publics des télécoms, et compromet ainsi le lancement de la technologie 3G, qui a déjà pris énormément de retard. Cela sans citer les préjudices finan-

ciers et autres pertes qui en découleront.

Les répercussions sur les différents projets lancés dans le secteur des nouvelles technologies en Algérie ne seront pas des moindres, faut-il le dire, en l'occurrence sur les activités des opérateurs publics touchés par cette exclusion des deux sociétés chinoises.

Ce qu'il faudrait savoir également, c'est que la situation est plus grave encore, bien plus qu'elle ne peut le sembler. Ceci dans la mesure où, ces mêmes sociétés sont en charge de la maintenance du service Internet de Fawri et Easy, deux offres de l'entreprise publique Algérie Télécom.

En cas de problème dans le réseau Internet auquel AT ne pourra pas faire face, il n'est pas à exclure que le pays soit, carrément, coupé du réseau Internet.

La question demeure ainsi posée en attendant que le procès en appel qui devait se tenir au niveau de la cour d'Alger se tienne. Wait and see.

A. B.

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES PAYS ARABES

La filière agroalimentaire à la recherche de partenariats

*Avec un volume avoisinant 40% du produit intérieur brut (PIB) et 1,6 million d'emplois assurés, la branche agroalimentaire a de quoi bien se porter. Les acteurs de la filière se concertent dans le cadre du programme EnACT qui regroupe l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie.*

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - En réunissant, hier, des entreprises des cinq pays membres de l'EnACT, le Centre du commerce international a ouvert le débat sur les opportunités d'échanges et de partenariats. C'est dans cet esprit que se tient le forum régional. Il offre aux entreprises actives dans le domaine de l'agroalimentaire d'explorer la possibilité d'étendre leur champ d'intervention et de se

laisser tenter par de nouveaux marchés.

Le secrétaire général du ministère du Commerce, présent à cette rencontre, a rappelé que le programme EnAct de renforcement des capacités commerciales des pays arabes permettra d'examiner toutes les possibilités de partenariat rappelant qu'il était un exemple de coopération réussi au niveau régional.

Le Canada, qui soutient cette initiative, a, par la voix de son ambassadeur, rappelé tous les avantages qu'offre le programme en question, soulignant toutes les opportunités qui peuvent être saisies puisque le Canada a des besoins en matière de fruits et de légumes, par exemple, sachant que la production au Canada n'est possible que pendant quelques mois à cause du climat.

L'ambassadeur du Canada croit en une possibilité de l'accroissement du partenariat avec les pays de la région Mena. Depuis l'Algérie, le Canada importe déjà des eaux minérales, du sucre, des dattes et

des vins et n'écarte pas la possibilité de rallonger cette liste.

Les participants au forum régional ont, quant à eux, eu deux jours pour prendre connaissance des opportunités qui s'offrent à eux à travers des discussions concrètes et pratiques notamment au sujet de la possibilité de nouer un partenariat avec la Turquie en tant que hub régional pour la promotion des exportations vers les pays d'Asie centrale. Ils ont également pris part à un atelier sur l'adaptation des produits et le marketing des produits agroalimentaires pour l'exportation vers le marché nord-américain.

N. I.

EN VUE DE FACILITER L'ADOPTION

Une base de données nationale est nécessaire selon la Forem

*Les membres de la Forem ont annoncé, hier, avoir initié une réflexion en vue d'aboutir à une base de données nationale des demandeurs d'adoption et des enfants susceptibles d'être adoptés. L'objectif, selon le professeur Khiati, est d'arriver à zéro jour d'attente pour les nouveaux-nés en voie d'être adoptés.*

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - La Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche (Forem) a choisi de commémorer la Journée mondiale des droits de l'enfant en mettant l'accent sur la situation des enfants en Algérie et surtout sur l'épineuse problématique des enfants nés sous X et de la kafala.

Selon la Forem, «le problème des enfants nés sous X, dont le nombre est estimé entre 3 000 et 5 000 par an, fait toujours l'objet d'un traitement très discret de la part des pouvoirs publics, ce qui n'apporte aucune solution». La Forem estime ainsi qu'«il est urgent pourtant de renforcer le traitement de ce problème à ses deux extrémités : éducation sexuelle en aval et assouplissement des procédures de kafala ainsi que l'identification ADN systématique des géniteurs en amont».

Pour le professeur Khiati, président de la Forem, l'organisation s'oriente vers une réflexion et de nouvelles propositions concernant la kafala. «Nous demandons des lois concernant la paternité. Il est ainsi nécessaire de connaître le nom biologique du père, et cela est possible actuellement grâce aux tests ADN. Grâce à cela, nous réglerons 80% des problèmes de la kafala en donnant à l'enfant adop-

té le nom de son père biologique ainsi que celui des personnes qui l'ont adopté», a expliqué le professeur Khiati.

L'intervenant dira aussi qu'une base de données nationale sur les enfants susceptibles d'être adoptés et des personnes demandeuses d'adoption est nécessaire. Cette procédure permettrait, selon le président de la Forem, de réduire le temps d'attente avant l'adoption. «Nous visons comme objectif d'arriver à zéro jour passé dans une pouponnière. De cette façon, le nouveau-né pourra être adopté dans les premières heures qui suivent sa naissance», a souligné le professeur Khiati.

Pour sa part, Mohamed-Cherif Zerguine, auteur et militant des droits de l'enfant, évoquera la proposition d'un projet de texte législatif relatif à la kafala. Le texte tend à amender l'article 125 de la loi n°84-11 du 9 juin 1984 portant Code de la famille. Il autorise aussi l'insertion

au sein du livret de famille d'une nouvelle page intitulée «kafil-mekfoul» et la transcription sur celle-ci du nom de l'enfant mekfoul.

«La proposition a été envoyée aux membres de l'Assemblée populaire nationale pour lecture, analyse et avis, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le règlement et la loi», explique M. Zerguine.

Il évoquera aussi «la traumatisante» attestation de naissance délivrée par la DAS tenant lieu d'acte de naissance original. «Nous souhaitons purement et simplement sa suppression pour les enfants recueillis en kafala», dénonce notre interlocuteur. Hier, a été célébré le 23<sup>e</sup> anniversaire de la Convention internationale des droits des enfants adoptée par les Nations unies le 20 novembre 1989 et ratifiée en 1992 par l'Algérie.

F.-Z. B.